

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » Karl Marx

NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE
RÉVOLUTIONNAIRES

RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Bulletin des militants du *Nouveau Parti Anticapitaliste - Révolutionnaires* de Dassault Mérignac et Martignas

Non à l'agression impérialiste pour faire main basse sur les richesses du Venezuela !

Dans la nuit du 2 au 3 janvier, l'armée américaine, sur ordre de Donald Trump, a mené une opération militaire sur Caracas, la capitale du Venezuela, pour enlever le président Maduro et sa femme. Du jamais vu depuis l'invasion militaire par les États-Unis de l'île de Grenade en 1983 et l'enlèvement de Noriega au Panama en 1989.

Main basse sur le pétrole

Officiellement, Trump a fait kidnapper Maduro pour le juger aux États-Unis pour « narco-terrorisme ». Une accusation ridicule, qui ne prend même pas la peine de cacher les véritables raisons de cette invasion militaire : mettre la main sur les immenses réserves pétrolières vénézuéliennes. Lors de sa conférence de presse, Trump a d'ailleurs carrément prétendu que les États-Unis dirigeaient désormais directement le pays et ses ressources, et a prononcé plus d'une vingtaine de fois le mot « pétrole ».

En réalité, aux yeux des capitalistes américains, le seul crime de Maduro, et de son prédécesseur Chávez, est d'avoir osé nationaliser les compagnies pétrolières vénézuéliennes, et imposé la participation majoritaire de l'État aux installations pétrolières américaines. En 2002, déjà, l'impérialisme américain avait tenté de renverser Chávez. En 2015, c'est Barack Obama qui avait imposé des sanctions économiques au pays, qui ont avant tout touché la population. Une politique qu'a poursuivie Biden, et que Trump a aujourd'hui décidé de poursuivre avec le renversement direct de Maduro par l'armée américaine.

Une menace contre tous les peuples de la planète

Maduro et son prédécesseur Chavez se prétendaient socialistes mais ne défendaient en rien les intérêts des travailleurs et travailleuses de leur pays. Au Venezuela, comme dans bien d'autres pays d'Amérique latine, les libertés syndicales sont suspendues. Maduro s'est maintenu au pouvoir par une répression brutale et a fait emprisonner des centaines d'opposants.

Mais les crimes du dirigeant vénézuélien n'autorisent nullement le grand banditisme impérialiste de Trump dans un déploiement spectaculaire de forces destiné à intimider tous les peuples de la planète ! Une semaine avant cette

opération éclair sur Caracas, les États-Unis avaient déjà mené des frappes sur le Nigeria, le plus gros pays producteur de pétrole d'Afrique. Donald Trump et son secrétaire d'État Marco Rubio menacent maintenant Cuba, la Colombie et le Groenland, de connaître le même sort que le Venezuela. Mais qu'à cela ne tienne : les dirigeants européens, Macron en tête, se sont réjouis de la chute de Maduro. Les dirigeants russes et chinois ont de leur côté condamné cette opération, appelé à la libération de Maduro, qui était leur allié et au « respect du droit international », eux qui pourtant sont des sosies au petit pied de Trump : Vladimir Poutine mène lui aussi une guerre d'invasion en Ukraine, et Xi Jinping organise des opérations navales de grande ampleur menaçant Taïwan, dans le cadre de prétentions tout aussi impérialistes que les États-Unis.

Aux travailleurs et aux peuples de stopper cette folie guerrière !

En réalité, le génocide à Gaza a bien montré à quoi servait le prétendu « droit international » : légitimer la domination des pays impérialistes qui, lorsqu'ils le jugent nécessaire, n'hésitent pas à s'asseoir dessus pour massacrer les peuples et envahir des pays. Il n'y a rien à attendre, ni des dirigeants impérialistes, ni de leurs institutions.

Dès l'annonce des bombardements américains sur Caracas, des milliers de personnes sont descendues dans la rue, en France, en Espagne, en Italie, mais aussi dans les grandes villes des États-Unis, pour dénoncer ce raid. Seuls les peuples et les travailleurs de la planète, en se mobilisant et s'organisant, peuvent stopper la folie guerrière des impérialistes. À bas l'agression contre le Venezuela ! À bas l'impérialisme !

Éditorial du NPA-Révolutionnaires du 5 janvier 2026

Pique assiette

Daher a décidé de supprimer aux anciens AAA une subvention pour manger à la cantine. Une manière de leur faire comprendre que, pour leurs patrons, ils coûtent trop cher. Surtout une manière discrète de réduire les salaires.

Pas de charité mais des augmentations

Cette subvention serait injuste car réservée à certains ? OK, très bien. Petite proposition alors : plutôt que de distribuer des primes qui sont faciles à supprimer, que Daher augmente tous les salaires.

Froid de canard

Alors même que la vague de froid était annoncée, Dassault n'a rien fait pour chauffer en avance les bâtiments. Certains d'entre nous ne pouvaient tout simplement pas travailler tant que la température ne remontait pas assez. Si la direction ne peut pas garantir des conditions de travail correctes, qu'on reste à la maison, payés. Après tout, nous on sait allumer le chauffage.

L'a pas tellement changé, Dassault

Amélioration des conditions de travail, réduction du temps de travail, augmentations des salaires, embauche de tous les contrats précaires... Voilà un petit échantillon des résolutions que Dassault ne prendra pas. Ou alors pour mieux les abandonner. Mais comme on les aurait déjà bien mérités pour Noël, ne soyons pas trop « sages » cette année... Comptons surtout sur nous-mêmes pour imposer à Dassault une très bonne année 2026 pour tous les travailleurs !

Les Dassault, ça ose tout

Sur la chaîne de télévision franco-israélienne A+, Laurent Dassault et son interviewer se sont remémorés avec émotion qu'Israël avait gagné la guerre des 6 jours grâce à ses pilotes « magnifiquement armés » d'avions Dassault. L'occasion pour nous de rappeler avec une toute autre émotion que, déjà en 1967, Israël « magnifiquement armé » par la France et les États-Unis avait attaqué l'Égypte pour annexer une partie de son territoire, fait des milliers de morts et forcé 300 000 Palestiniens à l'exil.

Des vœux qui sentent le renfermé

Le Figaro, Trappier et tous les Dassault nous souhaitent à tous la bonne année, la santé, etc, mais attention, l'heure est grave ! Rien ne va plus. La France n'est plus la France, il y a trop d'étrangers, il faut rembourser la dette, les patrons paient trop d'impôts et les pauvres ont encore trop de

retraite. Heureusement, il reste un « espoir pour la France », se recentrer sur ses vraies valeurs : le travail (vous ne travaillez pas assez !), la famille (vous ne faites pas assez d'enfants !!) et... la patrie (vous n'êtes pas assez prêt à mourir pour vos patrons !!!).

La colère se généralise en Iran

En Iran, les manifestations contre la vie chère (+250 % sur le pain !) ont rapidement pris un tournant politique, avec des appels à renverser la république islamique, malgré une répression ayant fait déjà plus de sept morts.

Les États-Unis et Israël prétendent se préparer à aider militairement les manifestants face à la dictature des mollahs. Mais ils craignent encore plus l'extension du soulèvement dans toutes les couches de la population. Celle-ci a tout lieu de se défier d'une « aide » qui pourrait venir noyer sa révolte sous les bombes...

Israël combat l'aide humanitaire

Depuis le 1er janvier, 37 ONG humanitaires internationales, dont Médecins sans frontières, sont interdites à Gaza par l'État israélien. Le prétexte ? Encore et toujours la sempiternelle accusation d'aider le « terrorisme » palestinien, sans la moindre preuve. En revanche, les Nations unies certifient que « des provisions, des abris et des colis alimentaires pour 1,1 million de personnes sont stockés à la frontière et prêts à entrer dans Gaza », où sévit une tempête et où 25 personnes sont mortes de froid en décembre. La « paix » israélienne n'exclut pas la poursuite du génocide.

Jeunes immigrés en colère

Samedi dernier, le Collectif des mineurs isolés en lutte s'est rassemblé devant l'hôtel de ville de Paris pour dénoncer leur situation. Depuis deux ans, ces mineurs étrangers, qui sont sans parent sur le territoire français, sont laissés à la rue. Ce qu'ils réclament n'est que la protection promise par la loi française à tout mineur : logement, éducation et santé. En ces temps de plan « grand froid », ils ont d'autant plus raison de la revendiquer !

Elkem : les patrons de la chimie tuent

Le 22 décembre une explosion a fait deux morts et deux blessés graves (dont une est toujours dans le coma) sur l'usine Elkem Silicones de Saint-Fons. Ils s'ajoutent aux plus de 1200 salariés morts du travail en 2025. L'explication de cette insupportable hécatombe est toujours la même : les patrons rognent sur les embauches et la sécurité pour produire moins cher, dégradent les conditions de travail, ou nous poussent à prendre des risques pour tenir les cadences.